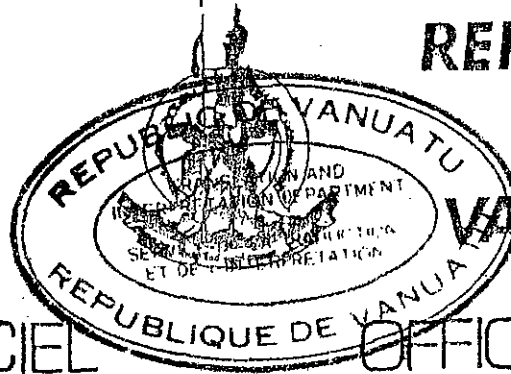


25 NOV 1991

REPUBLIQUE
DE
VANUATU

REPUBLIC
OF
VANUATU



JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

25 NOVEMBRE 1991

NO.33

25 NOVEMBER 1991

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

ARRETES

ARRETE NO.15 DE 1991 SUR LES
DISTINCTIONS HONORIFIQUES
(MODIFICATION DU REGLEMENT).

- French version in J.O. 35/91

French version in J.O. 35/91

ARRETE NO. 28 DE 1991 SUR LES
DETENUS (LIBERATION CONDITIONNELLE).

NOTIFICATION OF PUBLICATION

ORDERS

- Eng. version in J.O. 31/91

LOCAL GOVERNMENT COUNCIL
(TAFEA) ORDER NO. 26 OF 1991.

MINIMUM WAGE AND MINIMUM
WAGES BOARD (AMENDMENT) ORDER
NO. 27 OF 1991.

THE PRISONERS (RELEASE ON
LICENCE) ORDER NO. 28 OF 1991.

ARRETE - COUR SUPREME DE VANUATU

ORDER - SUPREME COURT OF
VANUATU.

ELECTORAL COMMISSION - NOTICE
OF WITHDRAWAL FROM THE LIST OF
CANDIDATES FOR LUGANVILLE
CONSTITUENCY.

REPUBLIQUE DE VANUATU

CHAPITRE 120*

ARRETE N° 15 DE 1991 SUR LES DISTINCTIONS HONORIFIQUES
(MODIFICATION DU REGLEMENT)

Modifiant l'arrêté n° 46 de 1987 sur le Règlement relatif aux distinctions honorifiques.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

EN VERTU des pouvoirs que lui confère l'article 7 de la Loi sur les distinctions honorifiques (CAP. 120*) :

ARRETE

MODIFICATION DE L'ARTICLE 36 DE L'ARRETE N° 46 DE 1987

1. L'article 36 de l'arrêté n° 46 de 1987 sur le Règlement relatif aux distinctions honorifiques, ci-après dénommé l'Arrêté principal, modifié comme suit :

a) Le texte du paragraphe 2) est abrogé et remplacé par le texte suivant :

"2) La médaille décernée aux membres des forces militaires qui, le 30 juillet 1980 ou après cette date, y ont accompli 16 ans de service continu".

b) Ajouter à la suite du paragraphe 4), les nouveaux paragraphes suivants :

"5) La période de service accomplie dans le corps de police des Nouvelles-Hébrides, avant le 30 juillet 1980, est prise en compte pour l'octroi de la médaille aux membres des forces militaires.

6) Aux fins du présent Titre, toute interruption de service d'un agent du corps de police des Nouvelles-Hébrides ou de la Force de police de Vanuatu pour une période n'excédant pas six mois civils est considéré comme du service continu.

* Le chapitre 120 n'existant pas encore en version française, il convient de continuer à se référer à l'arrêté conjoint n° 28 de 1980, J.O. n° 3 du 1er Août 1980.

Toutefois, toute interruption de service imputable à une condamnation pour l'une des infractions citées aux paragraphes a), b) ou c) de l'article 36A ne peut être considérée comme du service continu.

INSERTION D'UN NOUVEL ARTICLE 36A

2. L'arrêté principal est modifié par l'insertion, après l'article 36, du nouvel article suivant :

"DECHEANCE"

36A Tout membre des forces militaires qui a été condamné pour :

- a) une infraction pénale, y compris une condamnation avec sursis ;
- b) une infraction à la Loi sur le trafic routier (CAP. 29**) y compris une condamnation avec sursis ;
- c) une infraction à la discipline prévue par la Loi sur le Corps de police (CAP. 105***) perd son droit à recevoir une médaille".

ENTREE EN VIGUEUR

3. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT à la Présidence, le 29 juillet 1991

Le Président de la République de Vanuatu

FREDERICK KARLOMUANA TIMAKATA

** Le chapitre 29 n'existant pas encore en version française, il convient de continuer à se référer à la loi n° 28 de 1985, J.O. n° 1 du 13 Janvier 1986.

*** Le chapitre 105 n'existant pas encore en version française, il convient de continuer à se référer à l'arrêté conjoint n° 7 de 1980, J.O. n° 434 du 11 Septembre.

REPUBLIC OF VANUATU

CHAPTER 182

MINIMUM WAGE AND MINIMUM WAGES BOARD
(AMENDMENT ORDER NO. 27 OF 1991)

To amend the Minimum wage and Minimum Wage Board Order No. 56 of 1987.

IN EXERCISE of the powers conferred by section 3 of the Minimum Wage and Minimum Wages Board Act [CAP. 182], I, IOLU JOHNSON ABBIL, Minister of Home Affairs, hereby make the following Order:-

AMENDMENT OF ORDER NO. 56 OF 1987.

1. The Minimum Wage and Minimum Wages Board Order No. 56 of 1987 is amended -
 - (a) in subsection (1) of section 2 by deleting the figure '8,500' and substituting the figure '13,200';
 - (b) in subsection (2) of section 2 by deleting the figure '7,700' and substituting the figure '11,440'.

COMMENCEMENT

2. This Order shall come into force on the date of its signature.

MADE at PORT VILA, this

14th

day of November, 1991.



IOLU JOHNSON ABBIL
Minister of Home Affairs

REPUBLIC OF VANUATU

CHAPTER 20

THE PRISONERS (RELEASE ON LICENCE)
ORDER No. 28 OF 1991

An Order to provide for the release of prisoner ANTOINETTE COULON.

IN EXERCISE of the powers conferred by section 30 of the Prisons (Administration) Act [CAP 20], 1, IOLU JOHNSON ABBIL, Minister of Home Affairs and Minister responsible for Prisons, HEREBY MAKE the following Order:-

RELEASE OF PRISONER ON LICENCE

1. ANTOINETTE COULON who is currently being held in custody as a prisoner, shall be set free and released from prison on the 9th day of October, 1991 SUBJECT TO THE TERMS AND CONDITIONS set out in sections 2 and 3 of this Order.

TERMS AND CONDITIONS OF RELEASE

2. The following terms and conditions shall apply:-
 - (a) ANTOINETTE COULON shall keep the peace and be of good behaviour for a period commencing on the day of her release being the 9th day of October, 1991 and ending on the 4th day of April, 1993, which period is hereinafter called "the relevant period".
 - (b) In the event that ANTOINETTE COULON should commit a criminal offence during the relevant period, whether or not the offence is of a similar nature as that for which ANTOINETTE COULON's original prison sentence was ordered by the Court or, the Court before which ANTOINETTE COULON appears for such new offence orders a prison sentence, ANTOINETTE COULON shall automatically be recalled and returned to prison.

PROCEDURES RELATING TO VIOLATIONS OF CONDITIONS OR
RELEASE, RECALL TO PRISON, ETC.

3. In every case where the provisions of paragraph (b) of section 2 apply, the following procedures shall apply :
 - (a) Where the Minister is satisfied that ANTOINETTE COULON has violated the terms and conditions set out in section 2 the Minister shall issue a Notice in writing directing that ANTOINETTE COULON is returned to custody forthwith;

- (b) A Notice issued by the Minister shall be served on ANTOINETTE COULON directing her to return to prison at such time and on such day as specified in the Notice;
- (c) ANTOINETTE COULON when returned to prison in accordance with this section shall be obliged to serve the unexpired term of her original sentence which she would have had to serve if she had not been released in accordance with this Order;
- (d) ANTOINETTE COULON when returned to prison in accordance with this section is not entitled to have part of her original unexpired term of sentence remitted.

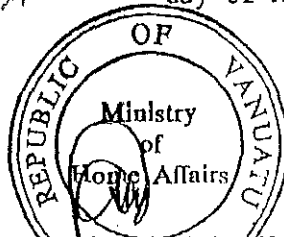
COMMISSIONER OF POLICE AND SUPERINTENDENT OF PRISONS TO ENFORCE DIRECTIONS OF THE MINISTER

- 4. The Commissioner of Police and the Superintendent of Prisons shall take all lawful measures required or necessary to enforce every Direction or Notice issued by the Minister under this Order.

COMMENCEMENT

- 5. This Order shall be deemed to have come into force on the 9th day of October, 1991.

MADE at Port Vila, this 21st day of November, 1991.



JOHN JOHNSON ABEL

Minister of Home Affairs
and Minister responsible for Prisons

REPUBLIQUE DE VANUATU

ARRETE No. 28 DE 1991 SUR LES DETENUS
(LIBERATION CONDITIONNELLE)

Décrétant la libération conditionnelle de la détenue ANTOINETTE COULON.

Le Ministre de l'Intérieur

Vu les pouvoirs que lui confère l'article 30 de la Loi sur l'administration des prisons (Chap.20)*

A R R E T E :

LIBERATION CONDITIONNELLE DE DETENUE

1. Antoinette Coulon, actuellement détenue en prison, sera libérée et élargie le 9 octobre 1991, SOUS RESERVE DES REGLES ET CONDITIONS énoncées aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

REGLES ET CONDITIONS DE LA LIBERATION

2. Les règles et conditions ci-après s'appliquent à ladite libération :
 - a) Antoinette Coulon doit s'abstenir de toute action perturbatrice et bien se conduire dès sa sortie de prison le 9 octobre 1991 jusqu'au 4 avril 1993 inclusivement, période ci-après appelée la "période pertinente" :
 - b) Antoinette Coulon sera automatiquement réincarcérée si, pendant la période pertinente, elle commet une infraction pénale similaire ou non à celle pour laquelle elle purge sa sentence initiale, même si le tribunal ne lui inflige aucune nouvelle peine d'emprisonnement.

FORMALITES ET CONDITIONS DE REINCARCERATION

3. En tout cas d'application du paragraphe b) de l'article 2, la procédure suivante s'applique :
 - a) Dès qu'il constate que Antoinette Coulon a enfreint les règles et conditions énoncées à l'article 2, le Ministre émet un Avis écrit ordonnant sa réincarcération immédiate :

* Le Chapitre (CAP) 20 n'existant pas encore en version française il convient de se référer à l'article 31 A du RC No. 6 de 1945.

- b) Il sera signifié à Antoinette Coulon un Avis du Ministre lui ordonnant de se présenter à la prison à l'heure et à la date précisées dans l'Avis ;
- c) Antoinette Coulon devra, à compter de la date de sa réincarcération, purger le solde de la sentence restant à la date de sa libération conditionnelle ;
- d) En cas de réincarcération en application du présent article, Antoinette Coulon n'aura droit à la remise d'aucune partie de la peine restant à purger.

INSTRUCTIONS AU COMMISSAIRE DE LA POLICE ET AU DIRECTEUR GENERAL DES PRISONS

4. Le Commissaire de la Police et le Directeur général des prisons devront prendre toutes les mesures légales utiles ou nécessaires pour assurer l'exécution de toute instruction ou tout Avis émis par le Ministre en vertu du présent arrêté.

ENTREE EN VIGUEUR

5. Le présent Arrêté est entré en vigueur le 9 octobre 1991.

FAII à Port-Vila, le 21 novembre 1991.

Le Ministre de l'Intérieur et
Ministre responsable des prisons

IOLU JOHNSON ABBIL

REPUBLIC OF VANUATU

CHAPTER 127

LOCAL GOVERNMENT COUNCIL (TAFEA) ORDER No. 26 OF 1991

An Order to provide for appointed members to the TAFEA Local Government Council.

IN EXERCISE of the powers conferred by section 5(c) of the Decentralization Act [CAP. 127], I make the following Order:-

APPOINTED MEMBERS TO THE TAFEA LOCAL GOVERNMENT COUNCIL

1. The following persons under Column 1 are appointed as members of the TAFEA Local Government Council representing the various groups specified under Column 2 -

Column 1	!	Column 2
Jimmy Yaheg	!	Custom Chiefs (Aneitym & Futuna)
Shem Jefta	!	Customs Chiefs (Aniwa, North & South ! Erromango)
Rigimanu	!	Customs Chiefs (South Tanna)
Nakat Kilaplapien	!	Customs Chiefs (West, Middle Bush & North ! Tanna)
Namu Aram	!	Custom Chiefs (East Tanna)
Ielo Ruth	!	Women (Tanna)
Sherlly Ruben	!	Women (TAFEA outer Islands)
Georges Dakiri	!	Youth (TAFEA outer Islands)
Samson Numake	!	Youth (Tanna).

REPEAL

2. Local Government Council (TAFEA) Order No. 58 of 1987 is hereby repealed.

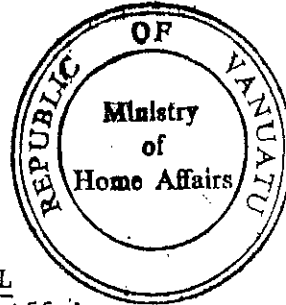
COMMENCEMENT

3. This Order shall come into force on the date of its publication in the Gazette.

MADE at PORT VILA the *12th* day of *November*, 1991.



I. J. ABBIL
Minister of Home Affairs



COUR SUPREME DE VANUATU

A R R E T E

Le Président de la Cour Suprême :

Vu les articles 59 et 60 du Règlement intérieur de la Cour Suprême.

A R R E T E

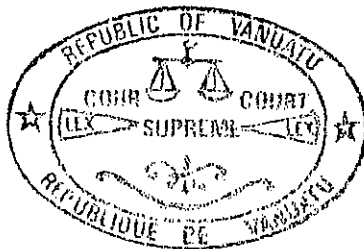
Article 1er : La période des vacances judiciaires de la Cour Suprême est fixée du 20 décembre 1991 au 13 janvier 1992.

Article 2 : Durant cette période, les bureaux de greffe resteront ouverts pendant les heures réglementaires.

Le Président de la Cour Suprême

EPGADN

E P GOLDSBROUGH



SUPREME COURT OF VANUATU

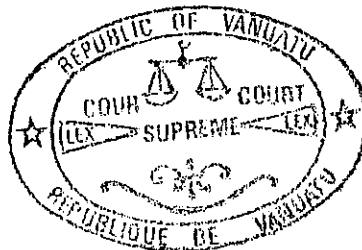
O R D E R

In exercise of the powers conferred by Section 59 and 60 of the Court Rules, I hereby make the following Orders:-

1. The Court vacation shall be from 20th day of December, 1991 to the 13th day of January, 1992.
2. The Registry will remain open between this period during the usual office hours.

Dated at Port Vila this 20th day of November, 1991.

E P Goldsbrough
E P GOLDSBROUGH
Chief Justice



REPUBLIC OF VANUATU

ELECTORAL COMMISSION

NOTICE OF WITHDRAWAL FROM LIST OF CANDIDATES
FOR LUGANVILLE CONSTITUENCY STANDING FOR THE
COMING GENERAL ELECTIONS COMMENCING ON 2ND DECEMBER 1991

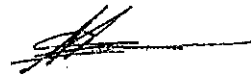
Pursuant to Representation of the People Act (CAP 146) PART XII - section 26(1) the candidature of RUSSON SETH (Vanuaaku Pati) LUGANVILLE constituency is void following the candidate's withdrawal effective as from Monday 18th November, 1991.

Therefore the list of approved candidates for the National General Elections to Parliament to be held on December 2nd as published by the Electoral Commission on the 7th day of November, 1991 shall be amended accordingly.

DATED the 19th day of November, 1991.



MASING RETUR LAURU
- Chairman



MARCEL SAM
- Member

